

# Assemblée Générale Mixte du 29 avril 2010

Avis de convocation



**IMERYS**  
TRANSFORM TO PERFORM



Société Anonyme  
au capital de 150 778 992 euros  
Siège social : 154, rue de l'Université  
75007 Paris  
562 008 151 R.C.S. Paris

**Madame, Monsieur, Cher Actionnaire,**

Nous avons l'honneur de vous informer, en votre qualité d'actionnaire, que **l'Assemblée Générale Mixte d'Imerys** est appelée à se réunir sur première convocation :

**le jeudi 29 avril 2010, à 11 heures,**

**au Pavillon Gabriel, 5 avenue Gabriel - 75008 Paris.**

Nous vous prions de trouver ci-après les modalités pratiques de participation à cette Assemblée, son ordre du jour, les rapports des Commissaires aux comptes y afférents, la présentation des projets de résolution ainsi que le texte de ces projets qui sera soumis à l'approbation de l'Assemblée, un exposé sommaire de la situation de la Société pendant l'exercice écoulé, le tableau des résultats financiers des exercices 2005 à 2009 ainsi qu'une formule de demande d'envoi des documents et renseignements visés à l'article R. 225-83 du Code de commerce.

**Le Conseil d'Administration**

# COMMENT PARTICIPER A L'ASSEMBLEE GENERALE ?

## Les différents modes de participation

Quel que soit le nombre d'actions que vous possédez, vous avez le droit de participer et de voter à l'Assemblée. Vous avez la possibilité de choisir entre quatre modes de participation :

- 1) assister personnellement à l'Assemblée,
- 2) voter par correspondance,
- 3) donner pouvoir au Président de l'Assemblée,
- 4) ou donner procuration à un autre actionnaire ou à votre conjoint.

Quel que soit votre choix, vous devez utiliser le **Formulaire** joint au présent avis de convocation.

## Quelles sont les formalités préalables à accomplir pour justifier de votre qualité d'actionnaire en vue de participer à l'Assemblée ?

Le droit de participer à l'Assemblée Générale est subordonné à l'**enregistrement comptable** de vos actions **au plus tard le 26 avril 2010 à zéro heure – heure de Paris** ("date d'enregistrement" ou "record date").

- Si vos actions sont inscrites au nominatif (pur ou administré), vous n'avez aucune démarche à effectuer car l'enregistrement comptable de vos actions est automatique.
- Si vos actions sont au porteur, vous devez obtenir auprès de votre intermédiaire financier habituel (banque, établissement financier, société de bourse) teneur de votre compte, **une attestation de participation** justifiant l'enregistrement comptable de vos titres.

## Vous souhaitez assister à l'Assemblée

Si vous souhaitez assister à l'Assemblée, vous devez préalablement demander une **carte d'admission**. Pour cela, nous vous remercions de bien vouloir cocher la case **A** du **Formulaire**.

## Vous souhaitez voter par correspondance ou vous faire représenter à l'Assemblée

Nous vous remercions de bien vouloir cocher la case **B** du **Formulaire**, ainsi que la case correspondant au choix que vous retiendrez parmi les trois possibilités suivantes :

- voter par correspondance, en cochant la case **2** et, le cas échéant, en noircissant les résolutions qui ne recueillent pas votre adhésion ;
- donner pouvoir au Président de l'Assemblée, en cochant la case **1** ;
- donner procuration à un autre actionnaire ou à votre conjoint, en cochant la case **3** et en indiquant le nom et les coordonnées de la personne que vous aurez désignée.

**Dans tous les cas**, le Formulaire, dûment complété, daté et signé, doit être retourné à CACEIS CT<sup>(\*)</sup> qui devra le recevoir au plus tard le 26 avril 2010.

Si vos actions sont au porteur, vous devrez, au préalable, adresser ce Formulaire à votre intermédiaire financier qui se chargera de le retourner directement à CACEIS CT accompagné de l'attestation de participation.

Nous vous rappelons que les demandes de carte d'admission ou les formulaires de vote par correspondance ne doivent, en aucun cas, être retournés directement à Imerys.

<sup>(\*)</sup> Crédit Agricole Caisse d'Epargne Investor Services Corporate Trust (CACEIS CT) – Service Assemblées – 14 rue Rouget de Lisle – 92862 Issy les Moulineaux Cedex 09. Téléphone : 33 (0) 1 57 78 32 32 – Fax : 33 (0) 1 49 08 05 82.

## **Vous souhaitez voter par Internet**

Vous avez également la possibilité de voter par Internet préalablement à l'Assemblée, en vous connectant au site [www.imerys.com](http://www.imerys.com) – **Actionnaires Individuels – Assemblée Générale**.

➤ Si vos actions sont inscrites au nominatif :

vous devez vous identifier au moyen de l'identifiant et du code d'accès qui vous aura été transmis par courrier par CACEIS CT et suivre les indications mentionnées à l'écran.

➤ Si vos actions sont au porteur :

vous devez suivre les indications données à l'écran afin d'effectuer votre demande d'attestation de participation. Cette demande sera transmise à votre intermédiaire financier qui devra retourner l'attestation de participation (avec la mention "vote par Internet") à CACEIS CT. A réception de cette attestation, CACEIS CT vous adressera par courrier électronique votre identifiant et votre code d'accès nécessaires à votre connexion au site. Vous pourrez alors exprimer votre vote.

Cet espace Internet sécurisé et dédié au vote préalable à l'Assemblée sera ouvert du 12 avril au 28 avril 2010 jusqu'à 15 heures – heure de Paris, veille de l'Assemblée.

**Attention** : tout actionnaire ayant voté par correspondance ou par Internet, adressé un pouvoir ou demandé une carte d'admission n'aura plus la possibilité de choisir un autre mode de participation à l'Assemblée ; l'actionnaire qui aura voté par correspondance ou par Internet, ou adressé un pouvoir pourra néanmoins y assister, sans prendre part au vote.

## **Cession de vos actions**

Conformément à l'article R. 225-85 du Code de commerce, tout actionnaire ayant effectué l'une des formalités ci-dessus peut néanmoins céder tout ou partie de ses actions. Cependant, si la cession intervient avant le troisième jour ouvré précédant l'Assemblée, soit avant le 26 avril 2010 à zéro heure – heure de Paris, la Société invalidera ou modifiera en conséquence, selon le cas, le vote exprimé par correspondance, la procuration, la carte d'admission ou l'attestation de participation. A cette fin, l'intermédiaire habilité teneur de compte de l'actionnaire notifiera la cession à la Société ou à CACEIS CT, et lui transmettra les informations nécessaires. Aucune cession ni autre opération réalisée après le troisième jour ouvré précédant l'Assemblée, à zéro heure – heure de Paris, ne sera prise en considération par la Société.

## **Documents prévus aux articles R. 225-81 et R. 225-83 du Code de commerce**

Les actionnaires peuvent se procurer les documents prévus aux articles R. 225-81 et R. 225-83 du Code de commerce, sur simple demande adressée à CACEIS CT ; ces documents seront également mis à la disposition des actionnaires au siège de la Société ainsi que sur son site Internet ([www.imerys.com](http://www.imerys.com)).

# ORDRE DU JOUR

## PARTIE ORDINAIRE

- 1) Approbation de la gestion et des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2009 ;
- 2) approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009 ;
- 3) affectation du résultat et détermination du dividende au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009 ;
- 4) rapport spécial des Commissaires aux comptes sur un engagement visé à l'article L. 225-42-1 du Code de commerce pris au bénéfice du Directeur Général et approbation dudit engagement ;
- 5) rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les engagements visés aux articles L. 225-38 et L. 225-42-1 du Code de commerce pris au bénéfice du Directeur Général délégué et approbation desdits engagements ;
- 6) renouvellement du mandat d'administrateur de M. Jean Monville ;
- 7) renouvellement du mandat d'administrateur de M. Robert Peugeot ;
- 8) renouvellement du mandat d'administrateur de M. Amaury de Sèze ;
- 9) nomination de M. Olivier Pirotte en qualité de nouvel Administrateur en remplacement de M. Thierry de Rudder ;
- 10) nomination de M. Ian Gallienne en qualité de nouvel Administrateur ;
- 11) nomination de Madame Fatine Layt en qualité de nouvel Administrateur ;
- 12) nomination de M. Pierre-Jean Sivignon en qualité de nouvel Administrateur ;
- 13) renouvellement du mandat de co-Commissaire aux comptes titulaire de la société Deloitte & Associés ;
- 14) renouvellement du mandat de co-Commissaire aux comptes suppléant de la société BEAS ;
- 15) nomination de la société Ernst & Young et Autres en qualité de co-Commissaire aux comptes titulaire, en remplacement de la société Ernst & Young Audit ;
- 16) nomination de la société Auditex en qualité de co-Commissaire aux comptes suppléant, en remplacement de M. Jean-Marc Montserrat ;
- 17) achat par la Société de ses propres actions.

## PARTIE EXTRAORDINAIRE

- 18) Délégation de compétence au Conseil d'Administration à l'effet d'émettre des bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions (BSA), remboursables ou non, au bénéfice de salariés et mandataires sociaux de la Société et/ou de ses filiales, ou à une catégorie d'entre eux, sans droit préférentiel de souscription des actionnaires ;
- 19) Pouvoirs pour les formalités.

# RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

## ERNST & YOUNG Audit

Faubourg de l'Arche  
11, allée de l'Arche  
92037 Paris La Défense Cedex

S.A.S à capital variable  
Commissaire aux comptes  
Membre de la Compagnie  
régionale de Versailles

## Deloitte & Associés

185, avenue Charles-de-Gaulle  
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

S.A. au capital de 1 723 040 €  
Commissaire aux comptes  
Membre de la Compagnie  
régionale de Versailles

### RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS REGLEMENTES

Exercice clos le 31 décembre 2009

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

#### Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice

En application de l'article L. 225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions et engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

#### *Modification du régime collectif de retraite à prestations définies*

Votre société a mis en place, en 1985, un régime collectif de retraite à prestations définies dont bénéficient notamment aujourd'hui M. Gérard Buffière, Directeur Général et Administrateur, et M. Jérôme Pecresse, Directeur Général Délégué.

Ce régime, autorisé pour la première fois en vertu de la loi TEPA et modifié le 7 mars 2008, a été modifié de nouveau le 15 octobre 2009, après autorisation du conseil d'administration lors de sa séance du 29 juillet 2009, afin de porter de 8 à 22 plafonds annuels de la Sécurité sociale le plafond du salaire de référence retenu pour le calcul du montant maximal de la rente viagère, le plafond de versement de cette rente restant fixé à 25 % du salaire de référence précité. Le conseil d'administration a également autorisé la faculté de reversion de 60 % de la rente au(x) conjoint(s) survivant(s), au prorata du temps d'union.

Le montant global de l'engagement estimé pour MM. Gérard Buffière et Jérôme Pecresse s'élève à 4 857,2 milliers d'euros au 31 décembre 2009.

#### *Instauration d'un régime de retraite à cotisations définies*

Après autorisation du conseil d'administration du 29 juillet 2009, votre société a mis en place, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2009, un régime de retraite supplémentaire à cotisations définies, dont bénéficie, en qualité de salarié de la société, M. Jérôme Pecresse, Directeur Général délégué.

Ce régime, géré en capitalisation, a été mis en place afin de :

- procurer à ses bénéficiaires un supplément aux pensions de retraite servies par les régimes obligatoires de la Sécurité sociale et de retraite complémentaire, et ;
- réduire la charge comptable engendrée par le régime de retraite à prestations définies.

Il prévoit une cotisation de 8 % de la rémunération des salariés éligibles, plafonnée à 8 plafonds annuels de la Sécurité sociale et est alimenté conjointement par le salarié à hauteur de 3 % et par votre société à hauteur de 5 %. Sa gestion a été confiée à une compagnie d'assurance externe.

**Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice**

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution de l'engagement suivant, déjà approuvé par votre assemblée générale s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

**Avenant au contrat de travail de M. Gérard Buffière, Directeur Général et Administrateur**

Cet avenant, conclu afin de le mettre en conformité avec la loi n° 2007-1223 du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat (« loi TEPA »), prévoit notamment de conditionner à un critère de performance l'octroi de l'indemnité de fin de contrat en cas de départ à l'initiative de votre société, égale à deux années de salaire brut. Le critère retenu est la croissance du résultat courant net de votre société année par année pendant la durée des mandats successifs de M. Gérard Buffière depuis sa nomination en qualité de président du directoire, avec deux exceptions annuelles possibles.

Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 30 mars 2010

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG Audit

Deloitte & Associés

Jean-Roch VARON

Arnaud de PLANTA

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'ÉMISSION DE BONS DE SOUSCRIPTION ET/OU L'ACQUISITION D' ACTIONS AVEC SUPPRESSION DU DROIT PRÉFÉRENTIEL DE SOUSCRIPTION**

*Assemblée Générale Mixte du 29 avril 2010  
(18<sup>ème</sup> résolution)*

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par le Code de commerce, et notamment les articles L. 225-135, L. 225-138 et L. 228-92, nous vous présentons notre rapport sur la proposition de délégation au conseil d'administration de la compétence de décider une émission avec suppression du droit préférentiel de souscription, réservée aux salariés et mandataires sociaux de la Société et/ou de ses filiales françaises et étrangères au sens des articles L. 225-180 et L. 233-3 du Code de commerce, ou à certaines catégories d'entre eux, en une ou plusieurs fois, de bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions (les « BSA ») susceptibles, le cas échéant, d'être remboursables par la Société, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Le montant nominal global des actions susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 4 700 000 euros. Ce montant s'imputera sur le montant nominal global des actions susceptibles d'être émises ou attribuées au titre des options de souscription ou d'acquisition d'actions ou d'attributions gratuites d'actions consenties dans le cadre des autorisations conférées au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale Mixte du 30 avril 2008 dans ses treizième et quatorzième résolutions (ou toute autre autorisation ayant le même objet qui se substituerait à l'une d'entre elles), afin que le montant nominal total des actions à émettre dans le cadre des émissions de BSA effectuées en vertu de la présente autorisation augmenté du montant nominal total des actions attribuées gratuitement, cédées ou émises suite à l'exercice d'options de souscription ou d'acquisition d'actions de la Société conformément aux autorisations précitées, soit limité à 7 400 000 (sept millions quatre cent mille) euros.

Votre conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer, pour une durée de 14 mois, la compétence pour décider une (ou plusieurs) émissions et de renoncer à votre droit préférentiel de souscription. Le cas échéant, il lui appartiendra de fixer les conditions définitives d'émission de cette opération.

Il appartient au conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113, R. 225-114 et R. 225-117 du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du conseil d'administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions des émissions qui seraient décidées, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre, données dans le rapport du conseil d'administration.

Le montant du prix d'émission des titres de capital à émettre n'étant pas fixé, nous n'exprimons pas d'avis sur les conditions définitives dans lesquelles les émissions seraient réalisées et par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R. 225-116 de Code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'usage de cette autorisation par votre conseil d'administration.

Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 30 mars 2010

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG Audit

Deloitte & Associés

Jean-Roch VARON

Arnaud de PLANTA



## PRESENTATION DES RESOLUTIONS PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION ET PROJETS DE RESOLUTION

L'ensemble des résolutions que le Conseil d'Administration a arrêté en sa séance du 15 février 2010, et qu'il vous est proposé d'adopter, relève pour les résolutions 1 à 17 et 19 de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire et pour la résolution 18 de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire. La présentation de ces résolutions telle qu'elle figure ci-après constitue le rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale.

### APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2009

Nous soumettons en premier lieu à votre approbation les comptes annuels de la Société (**première résolution**) ainsi que les comptes consolidés du Groupe (**deuxième résolution**) pour l'exercice 2009.

#### **Première résolution**

*Approbation de la gestion et des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2009*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux comptes relatifs aux comptes annuels de la Société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009, approuve lesdits comptes tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

#### **Deuxième résolution**

*Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux comptes relatifs aux comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009, approuve lesdits comptes tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

### AFFECTATION DU RESULTAT – DETERMINATION DU DIVIDENDE AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2009

Vous êtes ensuite appelés à statuer sur l'affectation du résultat de la Société pour l'exercice 2009 (**troisième résolution**).

Le résultat net de la Société pour l'exercice écoulé s'élève à 71 934 963,91 euros, sur lequel nous vous proposons de prélever un montant de 2 352 552,80 euros afin de porter la réserve légale à 10 % du capital de la Société. Le solde, augmenté du report à nouveau figurant au bilan de 375 038 843 euros, forme un total distribuable de 444 621 254,11 euros.

Nous vous proposons d'affecter un montant de 75 389 496 euros au versement d'un dividende qui serait ainsi maintenu, en dépit du recul des résultats 2009, à 1,00 euro par action pour les 75 389 496 actions composant le capital de la Société au 1<sup>er</sup> janvier 2010 ; le solde sera affecté au compte "Report à nouveau". Il est précisé que le montant total du dividende distribué sera ajusté en fonction du nombre d'actions émises ou attribuées à la suite de levées d'options de souscription d'actions et ayant droit au dividende de l'exercice 2009 à la date de paiement de ce dividende. Le montant affecté au report à nouveau serait en conséquence déterminé sur la base du montant total du dividende effectivement mis en paiement. Par ailleurs, si la Société était appelée à détenir certaines de ses propres actions au jour de la mise en paiement du dividende, les sommes correspondant aux dividendes qui n'auraient pas été distribuées de ce fait, seraient affectées au report à nouveau. Le dividende serait mis en paiement à compter du 11 mai 2010.

En application des dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons que la totalité du dividende proposé au titre de l'exercice 2009 est éligible à l'abattement de 40 % bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France, prévu par l'article 158-3-2° du Code général des impôts. Toutefois, conformément aux dispositions de l'article 117 quater du Code général des impôts, les personnes physiques fiscalement domiciliées en France ont la possibilité d'opter, préalablement à la date de versement du dividende, pour le prélèvement libératoire forfaitaire de 18 % du montant brut de ce dividende.

Les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

	Exercice 2008	Exercice 2007	Exercice 2006
Dividende net par action	1,00 €*	1,90 €*	1,80 €*
Nombre d'actions ayant perçu le dividende	62 787 810	62 618 358	63 443 658
Distribution nette totale	62,8 M€	118,9 M€	114,2 M€

\* dividende éligible à l'abattement de 40 %.

### **Troisième résolution**

#### *Affectation du résultat – Détermination du dividende au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration :

constate que le bénéfice de la Société pour l'exercice écoulé s'élève à :	71 934 963,91 euros
décide de prélever un montant de : pour porter la réserve légale à 10 % du capital social	(2 352 552,80) euros
le solde, augmenté du report à nouveau d'un montant de :	375 038 843,00 euros
forme un total distribuable de :	444 621 254,11 euros
décide de verser au titre de l'exercice 2009, un dividende de 1,00 euro à chacune des 75 389 496 actions composant le capital social au 1 <sup>er</sup> janvier 2010, représentant une distribution de :	(75 389 496,00) euros
et affecte le solde au report à nouveau qui s'élève désormais à :	369 231 758,11 euros

L'Assemblée Générale décide que le montant total du dividende versé sera ajusté en fonction du nombre d'actions émises à la suite de levées d'options de souscription d'actions et ayant droit au dividende de l'exercice 2009 à la date de paiement de ce dividende. Le montant affecté au report à nouveau sera déterminé sur la base du montant total du dividende effectivement mis en paiement.

L'Assemblée Générale décide que le dividende sera mis en paiement à compter du 11 mai 2010.

Si lors de la mise en paiement du dividende, la Société détenait certaines de ses propres actions, les sommes correspondant aux dividendes qui n'auraient pas été distribuées de ce fait, seraient affectées au report à nouveau.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, il est précisé que le dividende ouvre droit pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France à l'abattement de 40 % prévu par l'article 158-3-2° du Code général des impôts ; cet abattement ne sera pas applicable dès lors que le bénéficiaire aura opté pour le prélèvement libératoire forfaitaire prévu par l'article 117 quater du Code général des impôts.

L'Assemblée Générale prend acte que le montant des dividendes par action mis en paiement au titre des trois exercices précédents a été le suivant :

	<b>Exercice 2008</b>	<b>Exercice 2007</b>	<b>Exercice 2006</b>
Dividende net par action	1,00 €*	1,90 €*	1,80 €*
Nombre d'actions ayant perçu le dividende	62 787 810	62 618 358	63 443 658
Distribution nette totale	62,8 M€	118,9 M€	114,2 M€

\* dividende éligible à l'abattement de 40 %.

#### **CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS REGLEMENTES CONCLUS PAR LA SOCIETE AU BENEFICE DE MANDATAIRES SOCIAUX**

En application des dispositions des articles L. 225-40 et L. 225-42-1 du Code de commerce, nous soumettons à votre approbation les engagements réglementés pris par la Société au bénéfice de dirigeants mandataires sociaux au cours de l'exercice 2009, savoir :

- les modifications apportées au régime collectif de retraite supplémentaire à prestations définies autorisées par le Conseil d'Administration en sa séance du 29 juillet 2009, et dont bénéficient M. Gérard Buffière, Directeur Général et Administrateur, et M. Jérôme Pecresse, Directeur Général délégué (**quatrième résolution**) ;
- l'instauration d'un régime collectif de retraite supplémentaire à cotisations définies autorisée par le Conseil d'Administration en sa séance du 29 juillet 2009 et dont bénéficie, en sa qualité de salarié de la Société, M. Jérôme Pecresse, Directeur Général délégué (**cinquième résolution**).

Nous vous demandons également de bien vouloir prendre acte que les conventions et engagements réglementés autorisés et conclus au cours d'exercices antérieurs au profit de ces dirigeants mandataires sociaux se sont poursuivis en 2009.

L'ensemble de ces conventions et engagements réglementés fait l'objet d'une présentation détaillée dans le Rapport spécial des Commissaires aux comptes reproduit dans le présent Avis de convocation.

#### **Quatrième résolution**

*Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur un engagement visé à l'article L. 225-42-1 du Code de commerce pris au bénéfice du Directeur Général et approbation dudit engagement*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes établi en application des dispositions de l'article L. 225-40 du Code de commerce, et statuant sur ce rapport, approuve, conformément aux dispositions de l'article L. 225-42-1 du Code de commerce, l'engagement pris par la Société au bénéfice, notamment, de M. Gérard Buffière, Directeur Général, tel qu'autorisé par le Conseil d'Administration en sa séance du 29 juillet 2009, et prend acte que les conventions et engagements conclus au bénéfice de M. Gérard Buffière et approuvés antérieurement, se sont poursuivis au cours de l'exercice 2009.

#### **Cinquième résolution**

*Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les engagements visés aux articles L. 225-38 et L. 225-42-1 du Code de commerce pris au bénéfice du Directeur Général délégué et approbation desdits engagements*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes établi en application des dispositions de l'article L. 225-40 du Code de commerce, et statuant sur ce rapport, approuve, conformément aux dispositions des articles L. 225-38 et L. 225-42-1 du Code de commerce, chacun des engagements pris par la Société au bénéfice, notamment, de M. Jérôme Pecresse, Directeur Général délégué, tels qu'autorisés par le Conseil d'Administration en sa séance du 29 juillet 2009, et prend acte que les conventions et engagements conclus au bénéfice de M. Jérôme Pecresse et approuvés antérieurement se sont poursuivis au cours de l'exercice 2009.

#### **COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le mandat des Administrateurs est d'une durée de trois ans, le renouvellement intervenant à raison d'un tiers tous les ans. Après examen et avis rendu par le Comité des Nominations et des Rémunérations, il vous est proposé de :

- renouveler les mandats d'Administrateurs de MM. Jean Monville (**sixième résolution**), Robert Peugeot (**septième résolution**) et Amaury de Sèze (**huitième résolution**) pour une nouvelle période de 3 ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée en 2013 à statuer sur les comptes de l'exercice 2012 ;
- nommer, pour la même durée statutaire de 3 ans, quatre nouveaux administrateurs : M. Olivier Pirotte, en remplacement de M. Thierry de Rudder dont le mandat vient à expiration et qui n'a pas sollicité son renouvellement (**neuvième résolution**), M. Ian Gallienne (**dixième résolution**), Madame Fatine Layt (**onzième résolution**), et M. Pierre-Jean Sivignon (**douzième résolution**).

#### Informations sur les nouveaux candidats :

- **Ian Gallienne**, 39 ans, co-fondateur et Administrateur-Délégué des fonds de "private equity" Ergon Capital Partners I et II.  
Diplômé en Gestion et Administration, spécialisation Finance, de l'E.S.D.E. de Paris et titulaire d'un Master of Business Administration de l'INSEAD de Fontainebleau, Ian Gallienne débute sa carrière en 1992, en Espagne, en tant que co-fondateur d'une société commerciale. De 1995 à 1997, il est membre de la direction d'une société de conseil spécialisée dans le redressement de sociétés en difficultés en France. De 1998 à 2005, il est Directeur des fonds de "private equity" Rhône Capital LLC à New York et à Londres. Depuis 2005, il est co-fondateur et Administrateur-Délégué des fonds de "private equity" Ergon Capital Partners I et II (Belgique). Ian Gallienne exerce différents mandats au sein des sociétés dans lesquelles Ergon Capital Partners I et II détiennent des participations ; il est également administrateur de Groupe Bruxelles Lambert.
- **Fatine Layt**, 43 ans, membre du Comité Exécutif de Oddo et Cie, associée-gérant et Président de Oddo Corporate Finance.  
Diplômée de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et de la Société Française des Analystes Financiers (SFAF), Fatine Layt rejoint le groupe Euris à sa création en 1989 ; elle y exerce diverses responsabilités jusqu'en 1992 où elle est nommée Directeur Général d'EPA et administrateur de Glénat et d'Actes Sud ; elle dirige également deux sociétés de droits audiovisuels créées en partenariat avec Canal +. En 1993, elle devient Directeur Financier du fonds d'investissement Oros puis Directeur Général de Sygma Presse en 1995. De 1996 à 1998, Fatine Layt est Président Directeur Général du groupe de presse spécialisé CEPP et administrateur du syndicat de la presse professionnelle. En 2000, elle crée Intermezzo, société spécialisée dans le secteur des médias avant de devenir, en 2003, associée de Messier Partners, banque d'affaires basée à Paris et à New York. En 2007, elle fonde la banque d'affaires Partanée, cédée fin 2008 au groupe Oddo et Cie dont elle devient membre du Comité Exécutif ; elle est également associée-gérant et Président de Oddo Corporate Finance.

- **Olivier Pirotte**, 43 ans, Directeur des Participations et des Investissements de Groupe Bruxelles Lambert. Ingénieur diplômé de l'Ecole de Commerce Solvay de l'Université Libre de Bruxelles, Olivier Pirotte débute sa carrière en 1989 au sein du cabinet Arthur Andersen où il occupe des responsabilités de direction tant pour les divisions de "Business Consulting" que d'"Audit". Il rejoint en 1995 Groupe Bruxelles Lambert où il assume, depuis 2000, la fonction de Directeur des Participations et des Investissements. Olivier Pirotte est administrateur de Suez Environnement et membre du Comité d'Investissements de Sagard Equity Partners. Il exerce par ailleurs différents mandats au sein des sociétés contrôlées par Groupe Bruxelles Lambert.
- **Pierre-Jean Sivignon**, 54 ans, Directeur Financier et membre du Comité Exécutif du groupe Philips. Diplômé de l'Ecole Supérieure des Sciences Economiques (ESSEC) de Paris, Pierre-Jean Sivignon débute sa carrière en 1979 au sein du cabinet Peat Marwick Mitchell. En 1982, il rejoint le groupe Schlumberger où il assume diverses fonctions au sein de la Direction Financière de la division Dowell Schlumberger Oilfield Services (en Europe et en Afrique), puis devient Directeur Général de la division Banque et Industrie (à Paris) et enfin Trésorier du Groupe à Paris et New York.. De 2001 à 2005, il est Directeur Financier de Faurecia. Pierre-Jean Sivignon rejoint le groupe Philips le 1<sup>er</sup> mai 2005 où il exerce, depuis cette date, les fonctions de Directeur Financier et membre du Comité Exécutif du groupe Philips.

Les renseignements professionnels concernant les administrateurs, dont le renouvellement du mandat vous est proposé, figurent au chapitre 3 du Document de Référence 2009, que nous vous invitons à consulter sur le site Internet de notre Société : [www.imerys.com](http://www.imerys.com).

Conformément aux principes retenus par la Société quant à la qualification d'indépendance de ses Administrateurs, et après examen de leur situation personnelle, le Comité des Nominations et des Rémunérations a reconnu l'"indépendance" de Madame Fatine Layt et de Messieurs Jean Monville, Robert Peugeot et Pierre-Jean Sivignon. Cette qualité n'est en revanche pas conférée à Messieurs de Sèze et Pirotte en tant que représentants des actionnaires de contrôle de la Société ni à Monsieur Gallienne en sa qualité de personne liée à un actionnaire de contrôle.

À l'issue de l'Assemblée Générale du 29 avril 2010, et sous réserve de son approbation des renouvellements et nominations proposés, le Conseil d'Administration serait en conséquence composé comme suit :

Année de fin de mandat	Nom	Membre indépendant
2011	Aimery LANGLOIS-MEURINNE	Non
	Gérard BUFFIERE	Non
	Aldo CARDOSO	Oui
	Maximilien de LIMBURG STIRUM	Non
	Jacques VEYRAT	Oui
2012	Jacques DRIJARD	Non
	Jocelyn LEFEBVRE	Non
	Eric Le MOYNE de SÉRIGNY	Non
	Gilbert MILAN	Oui
2013	Jean MONVILLE	Oui
	Ian GALLIENNE	Non
	Fatine LAYT	Oui
	Robert PEUGEOT	Oui
	Olivier PIROTTE	Non
	Amaury de SÈZE	Non
	Pierre-Jean SIVIGNON	Oui

### **Sixième résolution**

#### *Renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Jean Monville*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'Administrateur de M. Jean Monville vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2013, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2012.

### **Septième résolution**

*Renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Robert Peugeot*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'Administrateur de M. Robert Peugeot vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2013, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2012.

### **Huitième résolution**

*Renouvellement du mandat d'Administrateur de M. Amaury de Sèze*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat d'Administrateur de M. Amaury de Sèze vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2013, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2012.

### **Neuvième résolution**

*Nomination de M. Olivier Pirotte en qualité de nouvel administrateur en remplacement de M. Thierry de Rudder*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de nommer à compter de ce jour en qualité de nouvel administrateur, en remplacement de M. Thierry de Rudder qui n'a pas sollicité le renouvellement de son mandat qui arrive à échéance, M. Olivier Pirotte, pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2013, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2012.

### **Dixième résolution**

*Nomination de M. Ian Gallienne en qualité de nouvel administrateur*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de nommer à compter de ce jour, en qualité de nouvel administrateur, M. Ian Gallienne, pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2013, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2012.

### **Onzième résolution**

*Nomination de Madame Fatine Layt en qualité de nouvel administrateur*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de nommer à compter de ce jour, en qualité de nouvel administrateur, Madame Fatine Layt, pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2013, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2012.

### **Douzième résolution**

*Nomination de M. Pierre-Jean Sivignon en qualité de nouvel administrateur*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de nommer à compter de ce jour, en qualité de nouvel administrateur, M. Pierre-Jean Sivignon, pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2013, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2012.

## COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les mandats de co-Commissaires aux comptes titulaires et de co-Commissaires aux comptes suppléants viennent à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale du 29 avril 2010. Suivant les recommandations du Comité des comptes, il vous est proposé de :

- renouveler le mandat de co-Commissaire aux comptes titulaire de la société Deloitte & Associés (**treizième résolution**) et celui de co-Commissaire aux comptes suppléant de la société BEAS (**quatorzième résolution**) ;
- nommer en qualité de :
  - . nouveau co-Commissaire aux comptes titulaire, la société Ernst & Young et Autres, domiciliée 41 rue Ybry – 92200 Neuilly sur Seine, en remplacement de la société Ernst & Young Audit (**quinzième résolution**) ,
  - . nouveau co-Commissaire aux comptes suppléant, la société Auditex, domiciliée Tour Ernst & Young, Faubourg de l'Arche, 11 allée de l'Arche, 92400 Courbevoie, en remplacement de M. Jean-Marc Montserrat (**seizième résolution**).

Il est précisé que les sociétés Ernst & Young et Autres et Auditex appartiennent au réseau Ernst & Young.

Ces mandats seraient exercés pour la durée légale et statutaire de six ans et prendraient fin, en conséquence, à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2016, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2015.

### ***Treizième résolution***

*Renouvellement du mandat de co-Commissaire aux comptes titulaire de la société Deloitte & Associés*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat de co-Commissaire aux comptes titulaire de la société Deloitte & Associés vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2016, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2015.

### ***Quatorzième résolution***

*Renouvellement du mandat de co-Commissaire aux comptes suppléant de la société BEAS*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, constatant que le mandat de co-Commissaire aux comptes suppléant de la société BEAS vient à échéance à l'issue de la présente Assemblée, décide de renouveler ce mandat pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2016, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2015.

### ***Quinzième résolution***

*Nomination de la société Ernst & Young et Autres en qualité de co-Commissaire aux comptes titulaire en remplacement de la société Ernst & Young Audit*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de nommer en qualité de nouveau co-Commissaire aux comptes titulaire, en remplacement de la société Ernst & Young Audit dont le mandat arrive à échéance, la société Ernst & Young et Autres, dont le siège social est 41 rue Ybry – 92200 Neuilly sur Seine, pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2016, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2015.

### ***Seizième résolution***

*Nomination de la société Auditex en qualité de co-Commissaire aux comptes suppléant en remplacement de M. Jean-Marc Montserrat*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide de nommer en qualité de nouveau co-Commissaire aux comptes suppléant, en remplacement de M. Jean-Marc Montserrat dont le mandat arrive à échéance, la société Auditex, dont le siège social est Tour Ernst & Young, Faubourg de l'Arche, 11 allée de l'Arche, 92400 Courbevoie, pour une durée qui, conformément aux dispositions statutaires, prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée, en 2016, à statuer sur la gestion et les comptes de l'exercice 2015.

## PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONS

L'autorisation de racheter sur le marché des actions de la Société, donnée précédemment au Conseil d'Administration pour une durée de dix-huit mois par l'Assemblée Générale Mixte du 29 avril 2009, vient à échéance avant l'Assemblée Générale annuelle de 2011 ; il vous est donc proposé de la renouveler dès à présent conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce et 241-1 à 241-6 du Règlement général de l'AMF (**dix-septième résolution**).

La nouvelle autorisation ainsi sollicitée a pour but de permettre l'achat par la Société de ses propres actions :

- en vue de l'annulation ultérieure des actions ainsi acquises, par réduction du capital de la Société, afin de compenser l'impact dilutif pour les actionnaires que pourraient avoir l'attribution d'options de souscription d'actions et/ou l'attribution gratuite d'actions ;
- en vue d'animer le marché par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement intervenant au nom et pour le compte de la Société dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une Charte de Déontologie reconnue par l'AMF ;
- en vue d'attribuer ou de céder des actions aux salariés, anciens salariés ou mandataires sociaux de la Société et de ses filiales au sens des articles L. 225-180 et L. 233-3 du Code de commerce, notamment dans le cadre de plans d'épargne salariale, d'options d'achat d'actions, ou d'attribution gratuites d'actions, dans les conditions prévues par la loi ;
- pour la remise ou l'échange d'actions, notamment, dans le cadre d'opérations de croissance externe ;
- et de manière générale, à toutes fins permises ou qui viendraient à être autorisées par la réglementation en vigueur.

Le nombre d'actions susceptibles d'être acquises au titre de cette nouvelle autorisation ne pourrait excéder 10 % du nombre de titres en circulation au 1<sup>er</sup> janvier 2010, soit 7 538 949 actions. Le nombre d'actions susceptibles d'être détenues, directement ou indirectement, à quelque moment que ce soit, ne pourrait dépasser 10 % des actions composant le capital. Enfin, Le prix maximum d'achat serait de 80 euros par action, représentant un montant d'investissement maximum de 603 millions d'euros.

### ***Dix-septième résolution***

#### *Achat par la Société de ses propres actions*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, en application des dispositions de l'article L. 225-209 et suivants du Code de commerce et des articles 241-1 à 241-6 du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers :

- 1) autorise le Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à procéder à l'achat des propres actions de la Société :
  - en vue de l'annulation des actions ainsi acquises, ainsi que, le cas échéant, de celles acquises dans le cadre d'autorisations de rachat d'actions antérieures,
  - en vue d'animer le marché par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement intervenant au nom et pour le compte de la Société en toute indépendance et sans être influencé par la Société, dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une Charte de Déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers ou de toute autre manière conformément à la réglementation applicable en vigueur,
  - en vue d'attribuer ou de céder des actions aux salariés, anciens salariés ou mandataires sociaux de la Société et de ses filiales au sens des articles L. 225-180 et L. 233-3 du Code de commerce, notamment dans le cadre de plans d'épargne salariale, d'options d'achat d'actions, ou d'attribution gratuites d'actions, dans les conditions prévues par la loi,
  - pour la remise ou l'échange d'actions, en particulier à l'occasion d'émission de titres ou de valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital, ou dans le cadre d'opérations de croissance externe,
  - et de manière générale, à toutes fins permises ou qui viendraient à être autorisées par la réglementation en vigueur.

L'acquisition, la cession, le transfert et l'échange des actions pourront être effectués, dans le respect de la réglementation en vigueur, sur le marché ou de gré à gré, par tous moyens, y compris par transfert de blocs, par l'utilisation ou l'exercice de tout instrument financier et produit dérivé.

- 2) fixe les limites suivantes à l'utilisation de la présente autorisation par le Conseil d'Administration :
  - le nombre maximum d'actions pouvant être acquises ne pourra excéder 10 % du nombre total d'actions émises et en circulation au 1<sup>er</sup> janvier 2010, soit 7 538 949 actions,
  - le nombre d'actions que la Société détiendra, directement ou indirectement, à quelque moment que ce soit, ne pourra dépasser 10 % des actions composant le capital de la Société,
  - le prix maximum d'achat des actions ne pourra être supérieur à 80 euros,
  - le montant maximal susceptible d'être ainsi consacré par la Société à ces acquisitions ne pourra être supérieur à 603 millions d'euros ;
- 3) décide que, en cas de modification du nominal des actions, d'augmentation de capital par incorporation de réserves et d'attribution gratuite d'actions ainsi qu'en cas, soit d'une division, soit d'un regroupement des titres, le montant maximal consacré à ces acquisitions et le nombre maximal de titres à acquérir indiqués ci-dessus seront ajustés en conséquence par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital avant l'opération et ce nombre après l'opération ;
- 4) fixe à dix-huit mois à compter du jour de la présente Assemblée la durée de validité de la présente autorisation, qui prive ainsi d'effet toute délégation antérieure accordée au Conseil d'Administration relative à l'acquisition par la Société de ses propres actions ;
- 5) confère tous pouvoirs au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre cette autorisation et, notamment, pour passer tous ordres de bourse, signer tous actes d'achat, de cession, d'échange ou de transfert, conclure tous accords, effectuer toutes déclarations auprès de l'Autorité des marchés financiers et de tout autre organisme, procéder aux ajustements prévus ci-dessus, remplir toutes formalités et, en général, faire le nécessaire.

#### **DELEGATION DE COMPETENCE : AUGMENTATION DE CAPITAL PAR EMISSION DE BONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS (BSA)**

Afin de compléter et diversifier les instruments permettant à la Société d'associer les salariés et principaux dirigeants du Groupe au développement de ce dernier, il vous est proposé de déléguer au Conseil d'Administration les compétences nécessaires aux fins de procéder à des augmentations de capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, par émission de bons de souscription d'actions ("BSA"), remboursables ou non par la Société, réservées aux salariés et mandataires sociaux de la Société et/ou de ses filiales, ou à certaines catégories d'entre eux (**dix-huitième résolution**).

Le montant nominal global des actions susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourrait être supérieur à 4 700 000 euros, soit un nombre global maximum de 2 350 000 actions d'une valeur nominale de 2 euros ; ce montant s'imputerait sur le montant nominal global des actions susceptibles de faire l'objet d'options de souscription ou d'achat d'actions ou d'attributions gratuites consenties dans le cadre des autorisations conférées au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale Mixte du 30 avril 2008, dont le solde cumulé s'établit, au 31 décembre 2009, à 4 702 452 euros, soit 2 351 226 options de souscription ou d'achat d'actions et/ou actions gratuites.

Le prix d'émission des BSA serait fixé par le Conseil d'Administration conformément à la réglementation en vigueur au jour de l'émission ; le prix de souscription des actions auxquelles donneraient droit les BSA serait quant à lui égal à la moyenne des cours de clôture de l'action de la Société aux vingt séances de bourse précédant le jour de la décision d'émettre les bons.

Cette délégation de compétence, d'une durée de quatorze mois, expirerait le 28 juin 2011.

#### ***Dix-huitième résolution***

*Délégation de compétence consentie au Conseil d'Administration à l'effet d'émettre des bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions (BSA), remboursables ou non, au bénéfice de salariés et mandataires sociaux de la Société et/ou de ses filiales, ou à une catégorie d'entre eux, sans droit préférentiel de souscription des actionnaires*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux dispositions des articles L. 225-129 et suivants, L. 225-138 et L. 228-91 et suivants du Code de commerce :

- 1) délègue au Conseil d'Administration, avec faculté de subdélégation, la compétence de décider l'émission, en une ou plusieurs fois, de bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions (les "BSA") susceptibles, le cas échéant, d'être remboursables par la Société ;



- 2) décide que le montant nominal global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 4 700 000 (quatre millions sept cent mille) euros, soit un nombre maximum de 2 350 000 (deux millions trois cent cinquante mille) actions d'une valeur nominale de 2 euros chacune ; ce montant et ce nombre ne tenant pas compte des actions à émettre, le cas échéant, pour préserver, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, les droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital de la Société qui existeront au jour de l'émission considérée ;
- 3) décide que ce montant s'imputera sur le montant nominal global des actions susceptibles d'être émises ou attribuées au titre des options de souscription ou d'achat d'actions ou d'attributions gratuites d'actions consenties dans le cadre des autorisations conférées au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale Mixte du 30 avril 2008 dans ses treizième et quatorzième résolutions (ou-toute autre autorisation ayant le même objet qui se substituerait à l'une d'entre elles), afin que le montant nominal total des actions à émettre dans le cadre des émissions de BSA effectuées en vertu de la présente délégation augmenté du montant nominal total des actions attribuées gratuitement, ou cédées ou émises suite à l'exercice d'options de souscription ou d'achat d'actions de la Société conformément aux autorisations précitées, soit limité à 7 400 000 (sept millions quatre cent mille) euros, soit un nombre maximum de 3 700 000 (trois millions sept cent mille) actions d'une valeur nominale de 2 euros chacune ;
- 4) décide que le prix de souscription des actions auxquelles donneront droit les BSA sera au moins égal à la moyenne des cours de clôture de l'action de la Société aux vingt séances de bourse précédant le jour de la décision d'émission des BSA ;
- 5) décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux BSA à émettre et de réserver ce droit à des salariés et mandataires sociaux de la Société et/ou de ses filiales françaises et étrangères au sens des articles L. 225-180 et L. 233-3 du Code de commerce, ou à certaines catégories d'entre eux ;
- 6) prend acte que, conformément aux dispositions de l'article L. 225-132 dernier alinéa du Code de commerce, la présente délégation emporte de plein droit renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions à émettre par exercice des BSA au profit des titulaires de ces bons ;
- 7) décide que le Conseil d'Administration, ou le Directeur Général sur délégation du Conseil d'Administration, disposera, dans les conditions et limites fixées ci-dessus, des pouvoirs nécessaires pour :
  - déterminer la liste, et le cas échéant, les catégories de personnes autorisées à souscrire des BSA parmi les de salariés et mandataires sociaux de la Société et/ou de ses filiales, ainsi que les conditions et, le cas échéant, les critères de souscription,
  - déterminer le nombre de BSA à attribuer à chacun des bénéficiaires et le nombre d'actions auxquelles donnera droit chaque bon,
  - déterminer si les BSA émis seront ou non remboursables par la Société,
  - fixer, conformément à la réglementation en vigueur au jour de l'émission, l'ensemble des caractéristiques des BSA, notamment leur prix de souscription, les conditions et délais de souscription et d'exercice des bons, leur éventuelle période d'incessibilité, leur modalité d'ajustement ainsi que, le cas échéant, le seuil de déclenchement et la période de remboursement des BSA par la Société, et plus généralement l'ensemble des conditions et modalités de l'émission,
  - fixer le prix de souscription des actions auxquelles donneront droit les BSA dans les conditions prévues ci-dessus,
  - constater la réalisation de l'augmentation de capital pouvant découler de l'exercice des BSA et procéder à la modification corrélative des statuts,
  - imputer, à sa seule initiative, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes y afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du capital après chaque augmentation ;
  - procéder à tous ajustements requis en conformité avec des dispositions légales et/ou contractuelles et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières ou de droits donnant accès au capital qui existeront au jour de l'émission considérée ;
  - et, plus généralement, prendre toutes mesures, conclure tous accords, effectuer toutes formalités et faire le nécessaire pour parvenir à la bonne fin de la présente délégation ;

- 8) décide que, conformément à l'article L. 225-138 du Code de commerce, le Conseil d'Administration établira, le cas échéant, un rapport complémentaire à l'Assemblée Générale sur les conditions dans lesquelles la présente délégation aura été utilisée ;
- 9) fixe à quatorze mois, à compter du jour de la présente Assemblée, la durée de la présente délégation.

#### **FORMALITES**

La dernière résolution (**dix-neuvième résolution**) a pour objet de permettre l'accomplissement des formalités légales consécutives à l'Assemblée.

#### ***Dix-neuvième résolution***

##### *Pouvoirs pour les formalités*

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, donne tous pouvoirs au porteur de copie ou d'extrait du procès-verbal de la présente Assemblée, pour accomplir toutes les formalités de dépôt ou de publicité.

# EXPOSE SOMMAIRE

## PRESENTATION, SOUS FORME RESUMEE, DES PRINCIPALES DONNEES RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDES ET A L'EXERCICE 2009

RESULTATS CONSOLIDES (en millions d'euros)	2009	2008 <sup>(6)</sup>	% variation courante
Chiffre d'affaires	2 773,7	3 449,2	- 19,6 %
Résultat opérationnel courant <sup>(1)</sup>	248,9	414,6	- 40,0 %
<i>Marge opérationnelle</i>	<i>9,0 %</i>	<i>12,0%</i>	<i>- 3,0 points</i>
Résultat courant net, part du Groupe <sup>(2)</sup>	119,3	267,1	- 55,3 %
Résultat net, part du Groupe	41,3	161,3	n.s.
<b>FINANCEMENT</b>			
Cash flow opérationnel courant <sup>(3)</sup>	347,1	462,8	- 25,1 %
Cash flow libre opérationnel courant <sup>(4)</sup>	450,3	257,8	+ 74,6 %
Investissements comptabilisés	118,7	238,1	- 50,5 %
Capitaux propres	1 855,8	1 546,3	+ 20,3 %
Dette financière nette	964,3	1 566,1	- 38,4 %
<b>DONNEES PAR ACTION</b> (en euro)			
Résultat courant net, part du Groupe <sup>(2)(5)</sup>	1,66 €	3,96 €	- 58,3 %
Dividende proposé	1,00 €	1,00 €	Stable

(1) Résultat opérationnel, avant autres produits et charges opérationnels.

(2) Résultat net part du Groupe, avant autres produits et charges opérationnels nets.

(3) EBITDA moins impôts notionnels sur le résultat opérationnel courant.

(4) Cash flow opérationnel courant après variation de BFR (incluant 83 M€ d'affacturage) et investissements payés.

(5) Les nombres moyens pondérés d'actions en circulation (ajustés suite à l'augmentation de capital du 2 juin 2009) étant de 72 054 523 en 2009 contre 67 486 365 en 2008.

(6) Les résultats de 2008 ont été retraités suite aux deux changements de présentation appliqués au 1<sup>er</sup> janvier 2009.

### RESULTATS 2009

Le second semestre de l'année 2009 montre une lente amélioration des marchés du Groupe, après la chute brutale enregistrée depuis novembre 2008. Le phénomène de déstockage, qui avait significativement accentué la baisse des niveaux de production industrielle dans les pays matures, a ralenti au second semestre ; certaines filières ont ainsi bénéficié d'un début de restockage par leurs clients en fin d'année. Dès 2008, Imerys a donné la priorité à la génération de cash flow libre et démarré les plans d'actions permettant de faire face à la détérioration rapide de la conjoncture mondiale. Ces efforts ont été accentués en 2009, avec des résultats supérieurs aux objectifs que le Groupe s'était fixés.

### Chiffre d'affaires

A 2 773,7 millions d'euros en 2009, le **chiffre d'affaires** est en recul de - 19,6 % par rapport à l'année 2008. Cette baisse prend en compte :

- un effet de change positif de + 17,4 millions d'euros reflétant principalement le renforcement du dollar américain par rapport à l'euro. Favorable sur les 9 premiers mois de l'année, l'effet de change est devenu négatif de - 25,9 millions d'euros au quatrième trimestre 2009 ;
- un impact de périmètre\* de - 5,7 millions d'euros.

A périmètre et changes comparables, le chiffre d'affaires recule donc de 19,9 %.

L'effondrement des volumes (- 23,8 %) a été amplifié par la poursuite du déstockage dans de nombreuses chaînes de valeur dans lesquelles s'intègrent les produits du Groupe, en particulier au premier semestre : au second semestre, le chiffre d'affaires à périmètre et changes comparables est ainsi en hausse de + 7,4 % par rapport aux 6 premiers mois de 2009.

L'effet prix et le mix produits s'améliorent dans toutes les branches d'activité. Ils progressent au total de + 3,9 % pour l'ensemble du Groupe.

\* Acquisitions réalisées en 2008 : Astron China (Chine, février 2008), Svenska Silika Verken AB (Suède, avril 2008), Kings Mountain Minerals, Inc. (Etats-Unis, octobre 2008) et Suzorite Mining, Inc. (Canada, octobre 2008), déconsolidation de Xinlong (Chine, janvier 2009) et cessions réalisées en 2009, essentiellement Planchers Fabre (France, mai 2009).

La répartition géographique des ventes de l'année 2009 s'établit comme suit :

- |                       |                           |
|-----------------------|---------------------------|
| - Europe de l'Ouest   | 52 % (dont France : 20 %) |
| - Etats-Unis / Canada | 19 %                      |
| - Japon / Australie   | 5 %                       |
| - Pays émergents      | 24 %                      |

### Résultat opérationnel courant

Le **résultat opérationnel courant** est de 248,9 millions d'euros en 2009 (- 40,0 %) et prend en compte :

- un effet positif de change (+ 5,7 millions d'euros), avec un impact défavorable au quatrième trimestre 2009 ;
- un impact limité de périmètre\* (- 1,6 million d'euros).

A périmètre et changes comparables, le recul de - 169,8 millions d'euros par rapport à 2008 (- 41,0 %) est dû à la baisse des volumes (- 372,1 millions d'euros), amplifiée par la diminution des stocks d'en-cours et produits finis. Les plans d'économies menés depuis la fin de l'année 2008 ont permis de réduire de - 157,8 millions d'euros les coûts fixes de production et les frais généraux ; ils ont notamment porté sur :

- des diminutions de capacités ou fermetures temporaires d'unités, avec recours conjoncturel au chômage partiel ;
- des fermetures de sites de production ;
- la réduction conjoncturelle sensible des dépenses considérées comme non prioritaires (maintenance, déplacements, frais généraux).

L'amélioration du prix et du mix produits s'élève à 129,2 millions d'euros et compense largement la hausse limitée des coûts variables concentrée au premier semestre.

La marge opérationnelle du Groupe s'établit à 9,0 % (12 % en 2008).

### Résultat courant net

Le **résultat courant net** est de 119,3 millions d'euros (- 55,3 % par rapport à 2008). Son évolution reflète la baisse du résultat opérationnel et tient compte des éléments suivants :

- un alourdissement du résultat financier à - 83,4 millions d'euros (contre - 47,1 millions d'euros au 31 décembre 2008), imputable aux facteurs suivants :
  - en 2008, le résultat financier avait bénéficié de gains non récurrents d'opérations de change et instruments financiers de taux pour un total d'environ 25 millions d'euros. En 2009, le résultat de change est négatif de - 5,8 millions d'euros.
  - la charge financière nette des pensions est en hausse de + 6,0 millions d'euros sur l'exercice.
- une charge d'impôts de - 46,2 millions d'euros (- 98,0 millions d'euros en 2008), soit un taux effectif d'imposition de 27,9 %.

A 1,66 euros en 2009 (3,96 euros en 2008), le résultat courant net par action diminue de - 58,3 % par rapport à l'année précédente. Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation, retraité de l'augmentation de capital réalisée en juin 2009 s'établit à 72 054 523 en 2009 contre 67 486 365 l'année précédente.

### Résultat net

Les autres produits et charges opérationnels nets d'impôts s'élèvent à - 78,0 millions d'euros.

Leur montant brut (- 87,1 millions d'euros) se décompose en :

- une charge cash de - 53,0 millions d'euros relative aux charges de restructurations liées aux programmes de réductions de coûts engagés sur la période, notamment aux fermetures de sites,
- un montant non cash de - 45,4 millions d'euros (dépréciations d'actifs industriels sur les sites restructurés et perte de valeur sur les écarts d'acquisition) ;

---

\* Acquisitions réalisées en 2008 : Astron China (Chine, février 2008), Svenska Silika Verken AB (Suède, avril 2008), Kings Mountain Minerals, Inc. (Etats-Unis, octobre 2008) et Suzorite Mining, Inc. (Canada, octobre 2008), déconsolidation de Xinlong (Chine, janvier 2009) et cessions réalisées en 2009, essentiellement Planchers Fabre (France, mai 2009).

- une plus-value nette de cessions pour 11,3 millions d'euros (correspondant principalement à la cession, en mai 2009, de Planchers Fabre, activité de fabrication et de commercialisation de poutrelles et poutres en béton précontraint et béton armé).

Après prise en compte des autres produits et charges opérationnels nets, le **résultat net, part du Groupe**, de l'exercice s'élève à 41,3 millions d'euros (161,3 millions d'euros en 2008).

### Génération de cash flow

En 2009, l'EBITDA reflète la forte baisse du résultat opérationnel courant : il s'élève à 416,6 millions d'euros contre 573,4 millions d'euros au titre de l'exercice 2008.

Dans le cadre de l'optimisation des coûts et de la structure financière, un contrat d'affacturage a été signé le 23 juillet 2009. Au 31 décembre 2009, 83 millions d'euros de créances clients ont ainsi été cédées et déconsolidées, les risques et avantages associés aux créances ayant été transférés à la banque "factor".

En 2009, la baisse des comptes clients amplifiée par l'affacturage et la substantielle diminution des stocks de 171,0 millions d'euros, ont permis une amélioration du besoin en fonds de roulement opérationnel de 235,3 millions d'euros.

Au 31 décembre 2009, le besoin en fonds de roulement opérationnel représente donc 21,9 % du chiffre d'affaires annualisé du quatrième trimestre (hors affacturage, ce ratio serait de 24,9 %).

Les investissements comptabilisés ont baissé de plus de 50,2 % par rapport à l'année précédente. Portant principalement sur des opérations de maintenance, ils s'élèvent à 118,7 millions d'euros et représentent 65 % des amortissements<sup>(1)</sup> (contre 123 % en 2008).

Tenant compte de l'affacturage, le **cash flow libre opérationnel courant**<sup>(2)(4)</sup> s'établit donc à 450,3 millions d'euros, à comparer aux 257,8 millions d'euros dégagés en 2008.

### Structure financière

La **dette financière nette** consolidée est en forte baisse à 964,3 millions d'euros au 31 décembre 2009. Ce désendettement de plus de 600 millions d'euros en un an (- 38 %) s'explique par :

- le cash flow libre opérationnel courant de 450,3 millions d'euros généré par les activités du Groupe, incluant l'affacturage ;
- le produit de l'augmentation de capital de 251,2 millions d'euros (soit 247,5 millions d'euros après déduction des frais d'émission), perçu le 2 juin dernier. Il a été intégralement affecté au désendettement,
- le versement de 62,8 millions d'euros de dividendes au cours du second semestre 2009, au titre de l'exercice 2008.

Au 31 décembre 2009, les ressources financières d'Imerys s'élèvent à plus de 2,3 milliards d'euros (dont 1,4 milliard d'euros de ressources financières disponibles) ; aucun remboursement significatif ne doit intervenir avant la fin de l'année 2012.

Imerys dispose désormais de toute la flexibilité financière pour reprendre son développement et saisir des opportunités de croissance.

### DIVIDENDE

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale du 29 avril 2010 le maintien du dividende à 1,00 euro par action, en dépit du recul des résultats. La mise en paiement interviendrait à compter du 11 mai 2010 pour un montant total d'environ 75,4 millions d'euros, représentant 63,2 % du résultat courant net, part du Groupe.

### PERSPECTIVES

Avec une marge opérationnelle de 9,9 % au second semestre 2009, Imerys est en ligne avec l'objectif de 10 % de marge opérationnelle prévu pour le début de l'année 2010.

Dans un environnement économique incertain, le Groupe maintient ses priorités de gestion opérationnelle rigoureuse.

---

<sup>(1)</sup> Investissements comptabilisés divisés par dotations aux amortissements d'immobilisations

<sup>(2)</sup> Cash flow opérationnel courant moins investissements industriels payés et variation du besoin en fonds de roulement opérationnel.

## RESULTATS DE LA SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Nature des indications (en euros)	2009	2008	2007	2006	2005
<b>I- Capital et autres titres à la fin de l'exercice</b>					
Capital social	150 778 992	125 573 180	126 253 712	126 669 240	127 943 730
Nombre d'actions ordinaires à la fin de l'exercice	75 389 496	62 786 590	63 126 856	63 334 620	63 971 865
Nominal par action	2 €	2 €	2 €	2 €	2 €
Nombre d'actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes	-	-	-	-	-
Nombre maximal d'actions ordinaires potentielles par exercice d'options	3 953 269	3 448 082	3 103 391	2 989 870	2 987 703
<b>II - Opérations et résultat de l'exercice</b>					
Chiffre d'affaires hors taxes	19 196 891	23 164 643	23 535 868	25 059 348	25 664 553
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	83 085 219	43 655 864	37 035 044	92 329 448	67 707 841
Impôts sur les bénéfices	30 755 302	56 232 494	27 399 525	22 162 068	24 236 094
Participation des salariés due au titre de l'exercice	-	-	-	-	-
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	71 934 964	87 063 223	50 239 678	113 398 743	99 995 690
Résultat distribué (hors précompte)	62 787 810	118 974 880	114 185 084	104 823 279	94 961 064
<b>III - Résultat par action <sup>(1)</sup></b>					
Résultat après impôts, participation des salariés et avant dotations aux amortissements et provisions	1,51	1,59	1,02	1,81	1,44
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	0,95	1,39	0,80	1,79	1,56
Dividende net attribué à chaque action	1,00 <sup>(2)</sup>	1,00	1,90	1,80	1,65
<b>IV - Personnel</b>					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	125,58	130,33	105,33	98,83	87,50
Montant de la masse salariale de l'exercice	11 839 442	11 619 474	10 525 905	8 564 526	7 616 359
Montant des sommes versées au titre des charges sociales de l'exercice	7 335 249	5 782 541	5 926 112	5 030 033	5 212 818
dont intéressement	356 971	900 000	1 128 996	1 010 532	882 542

(1) Sur la base du nombre d'actions à chaque fin d'exercice.

(2) Proposition soumise à l'approbation de l'Assemblée Générale du 29 avril 2010.





Société Anonyme  
au capital de 150 778 992 euros  
Siège social : 154, rue de l'Université  
75007 Paris  
562 008 151 R.C.S. Paris

## Assemblée Générale Mixte du 29 avril 2010

### DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS

Tout actionnaire titulaire d'actions inscrites au nominatif peut demander à la Société de lui faire parvenir, à l'adresse qu'il précisera ci-dessous, le "Document de Référence 2009" comprenant, notamment, le Rapport Financier Annuel 2009 ainsi que les informations et renseignements visés à l'article R. 225-83 du Code de commerce.

Le même droit de communication est ouvert à tout actionnaire propriétaire d'actions inscrites au porteur qui justifie de cette qualité par la remise d'une attestation de participation conformément aux dispositions visées dans l'avis de convocation en pages 2 et 3 ci-avant.

Les actionnaires titulaires d'actions inscrites au nominatif peuvent, par une demande unique, obtenir de la Société l'envoi systématique des documents et des renseignements précités édités à l'occasion de chacune des Assemblées d'actionnaires ultérieures. Dans le cas où cette demande aurait été précédemment formulée, ces documents seront prochainement adressés, sans qu'il soit par conséquent nécessaire de retourner le présent imprimé.

✂ -----

Je soussigné .....

demeurant à .....

propriétaire de ..... actions de la société Imerys,

- ☐ demande l'envoi des renseignements et documents mis à la disposition des actionnaires pour l'Assemblée Générale Mixte du 29 avril 2010<sup>(\*)</sup>,
- ☐ demande l'envoi systématique, en qualité de propriétaire de ..... actions nominatives, des renseignements et documents mis à la disposition des actionnaires à l'occasion de chacune des Assemblées Générales ultérieures de la société Imerys<sup>(\*)</sup>.

Fait à ....., le ..... 2010

Signature

.....  
<sup>(\*)</sup> à cocher suivant votre situation et selon votre choix



